

La GAUCHE et l'antisémitisme

Marc Crapez

Chercheur en science politique

associé à Sophiapol (Paris-X).

Michel Dreyfus, *L'Antisémitisme à gauche. Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*, La Découverte, 2009, 345p.

C'est un premier tableau d'ensemble couvrant les XIX^e et XX^e siècles. Son auteur entérine des aspects sous-estimés de l'antisémitisme que j'avais eu l'honneur de mettre en relief, dans un livre sur *L'Antisémitisme de gauche au XIX^e siècle*, notamment l'existence d'un antisémitisme scientifique, d'un antisémitisme anticlérical et d'un antisémitisme économique.

Michel Dreyfus établit une chronologie rigoureuse. La gauche ne répudia l'antisémitisme qu'en 1898, année où, par parenthèse, Leonty Soloweitschik jette un pavé dans la mare des préjugés conformistes en soutenant à l'Université libre de Bruxelles une thèse intitulée *Un prolétariat méconnu. Etude sur la situation sociale et économique des ouvriers juifs*. Il faut même attendre la fin de l'affaire Dreyfus pour que l'antisémitisme de gauche connaisse une période de basses eaux, de 1906 à 1914. Les récidivistes viennent alors de rangs syndicalistes révolutionnaires, puis de rangs plutôt communistes dans les années 20, puis plutôt

socialistes dans les années 30. Cette synthèse est assortie d'un travail de première main sur des sources des années 50 telles que *Correspondance socialiste internationale*, *L'Ecole émancipée*, *Liberté*, *La Révolution prolétarienne* ou *La Voie de la paix*. Il en ressort qu'une certaine forme d'anarchisme, teintée de pacifisme dans les années 30, a longtemps été titillée par des *a priori* antisémites. C'est un apport historiographique indéniable, loin d'être anecdotique si l'on ajoute que cette mouvance anarchisante fonctionna, à bien des égards, comme une sorte d'amicale pour militants de gauche compromis sous Vichy et fut le terreau d'origine du révisionnisme via le cas de Paul Rassinier.

Cet apport recoupe un témoignage qui m'avait été confié sur l'existence d'injur antisémites dans la mouvance anarchiste des années soixante. Autre témoignage, personnel cette fois, ma surprise lorsque, jeune doctorant travaillant au Musée social, une conservatrice m'avait conseillé, si je ne trouvais pas tel militant socialiste dans « le Maitron » (le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* dirigé par Jean Maitron), de le chercher dans un dictionnaire du collo d'extrême-droite Coston. Ainsi, l'antisémitisme de certains militants socialistes était un secret de polichinelle, « filtré » par les historiens de gauche, et sans doute est-ce un peu rapidement que l'auteur traite ce phénomène d'évitement comme une question d'idéologie. En fait, l'idéologie avait atteint la méthodologie et c'est probablement la notion même de « mouvement ouvrier », auquel l'auteur veut continuer de croire, qui explique les trous de mémoire du Maitron. Paradoxalement, l'auteur réserve le terme de « minimisation » à l'approche par Pierre-André Taguieff du poids de l'extrême-droite dans la diffusion de la judéophobie contemporaine, ce qui est une étrange façon de lire ses travaux, même si l'on comprend que sa formule sur l'existence d'une mouvance « islamo-gauchiste » déplait autant, dans certains milieux, que celle de « gauchisme-lepénisme » qui valut à Pascal Perrineau des inimitiés durables.

Autre problème de méthode, il est contradictoire de renvoyer l'antisémitisme de Leroux, Fourier et Proudhon à leur éducation religieuse, tout en disculpant la gauche de collabos de gauche ayant par définition « rompu avec cette dernière en 1940 », ou encore de révisionnistes « issus de l'extrême-gauche, mais qui ont rompu avec elle ». S'il convient de souligner que les cas de Doriot, Déat et Bergery ne sauraient être utilisés pour suspecter les partis communiste, socialiste et radical, dans la mesure où ces personnalités avaient entamé leur glissement vers l'extrême-droite dès les années 30, la notion de gauche collaborationniste reste pertinente pour désigner les Delaisi, Zoretti et autres Jospin père, qui traverseront l'Occupation avec armes et bagages de gauche et resteront ancrés dans le militantisme de gauche à la Libération. En revanche, il est difficile de réduire des auteurs de la première moitié du XIX^e siècle à une éducation reli-

gieuse qui était alors la chose la plus répandue qui soit. Imputer l'amalgame entre Juifs et Rothschild à la manifestation d'un « rapport complexe et empreint de culpabilité à l'argent, qui existe dans ce vieux pays catholique qu'est la France », est un raisonnement circulaire qui rabat invariablement l'antisémitisme sur un coupable tout trouvé.

Autre point contestable, l'auteur tend à associer l'antisémitisme au rejet de l'antifascisme voire à l'anti-bolchevisme. C'est oublier d'une part que des anti-communistes intransigeants tels que Salomon Grumbach, Georges Mandel ou le député Jean Erlich furent, au contraire, victimes d'attaques antisémites ; d'autre part que certains communistes dénonçaient simultanément le « social-fascisme » de la SFIO et la judéité de Blum. Autrement dit, si le critère du rejet de l'antifascisme et du communisme est, à l'évidence, un marqueur de l'antisémitisme d'extrême-droite, il est beaucoup moins probant pour la gauche, et inopérant du côté des libéraux qui, simultanément anticommunistes et antifascistes, ne partageaient ni l'anticommunisme d'extrême-droite ni l'antifascisme d'extrême-gauche. Il faut d'ailleurs noter que le rejet de l'antisémitisme ne constitue pas inéluctablement et à soi seul un progrès. En effet, chez certains auteurs, la répudiation de l'antisémitisme ne s'effectua pas en fonction d'un progrès intellectuel et humain, mais resta dépendante des mêmes schèmes rhétoriques, pouvant provoquer un transfert de détestation sur d'autres cibles. A juste titre, l'auteur explique la séduction que pouvait revêtir l'antisémitisme car certains socialistes y voyaient une sorte de cheval de Troie contre la société bourgeoise pouvant hâter l'heure de la révolution. Mais pareillement, par la suite, certains socialistes ne critiquèrent l'antisémitisme que dans une optique utilitariste : le rejet de l'antisémitisme étant présumé servir de bélier contre la bourgeoisie réactionnaire. A bon droit, l'auteur identifie comme l'une des matrices possibles de l'antisémitisme le raisonnement économiciste suivant lequel l'antifascisme est un leurre agité pour faire diversion à la révolution. Mais semblablement, d'aucuns présentaient l'antisémitisme comme un stratagème ourdi en coulisse par le grand capital.

Cette rhétorique du dévoilement et de la révélation, avec laquelle on s'accorde un satisfecit de clairvoyance (« c'était donc ça ! »), peut corrompre le scepticisme en conspirationnisme. L'auteur observe que l'antisémitisme s'alimente d'hostilité aux « gros » ou de volonté de « bousculer les idées reçues », mais sans relier ces idées à la gauche. Il veut croire en un antisémitisme « à gauche et non de gauche », car un fossé les séparerait. Le raisonnement est arbitraire, car nombre de valeurs de droite comme le respect de la personne, le bon sens et l'aversion pour la démagogie prémunissent contre l'antisémitisme. Sans exonérer la gauche de toute part de responsabilité, Michel Dreyfus la pré-

tend quasiment innocente comme l'agneau, contaminée seulement par l'air du temps, par coïncidence thématique et concomitance chronologique. Il multiplie les formules qui dégagent la responsabilité de la gauche. Elle ne fait « rien d'autre que de suivre Drumont », « se laisse prendre », « reprend à son compte », « semble se laisser imprégner », « a été perméable », « n'a pas été imperméable ». Dans les décennies 1880-1890, la poussée antisémite « va de pair avec celle du nationalisme et de la xénophobie, que la gauche ne sait pas toujours combattre », car ses partis « font leurs premiers pas » et sont « traumatisés par les souvenirs de la répression anti-ouvrière exercée tout au long du XIX^e siècle ». Ces spéculations gommant la participation de la gauche à la germination du nationalisme, du racialisme et de l'antisémitisme moderne.